



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2015-DLP/BUPE-12 du 06 JAN. 2015

mettant en demeure la société KLV ENVIRONNEMENT, sise route de Marimont à BOURGALTROFF, de régulariser sa situation administrative concernant l'installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux non inertes et l'installation de stockage par enfouissement de déchets non dangereux non inertes, située sur le territoire de la commune de BOURGALTROFF.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.71-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-3 et L.514-5 ;

VU le courrier, en date du 8 octobre 2012, dans lequel le Préfet de Moselle a donné acte à l'exploitant de son droit d'antériorité d'exploiter une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes qui a eu pour conséquence de classer l'ensemble du site à autorisation au titre de la législation des Installations Classées sous la rubrique 2760-2 de sa nomenclature ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;

VU la circulaire du 19 juillet 2013 relative à la mise en œuvre des polices administratives et pénales en matière d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2014-A- 12 du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de M. Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 décembre 2014 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 1^{er} décembre 2014, l'Inspection des Installations a constaté sur le site de la société KLV Environnement à BOURGALTROFF que :

- ⇒ plusieurs stockages de balles de déchets (représentant au total plusieurs milliers de balles) sont présents sur le site :
 - deux zones de stockage à côté de la machine (environ 670 balles présentes),

- une zone derrière le talus situé le long de la plate-forme en bitume (environ 240 balles présentes),
 - une zone (la plus importante) située en contrebas du site (plus de 3000 balles présentes) ;
- ⇒ une trieuse de déchets est présente sur le stockage de déchets non dangereux non inertes stockés illégalement sur le site de la société KLV Environnement ;
- ⇒ cette trieuse est destinée à trier les déchets présents au sein des balles de déchets non dangereux non inertes ;

CONSIDERANT que le volume d'une balle de déchets est supérieur à 1 m³ ;

CONSIDERANT que les balles de déchets présentes sur le site exploité par la société KLV Environnement à BOURGALTROFF sont constituées de déchets de papiers, cartons et plastiques en mélange et ne sont donc ni du déchet inerte, ni du déchet d'amiante lié à des matériaux inertes ;

CONSIDERANT que la société KLV Environnement reçoit sur son site de BOURGALTROFF des déchets non dangereux non inertes alors que ces déchets ne sont à ce jour pas autorisés à entrer sur le site, celui-ci étant autorisé uniquement à recevoir de l'amiante lié à des matériaux inertes et des déchets inertes ;

CONSIDERANT que, au vu du nombre et du volume de balles de déchets stockées sur le site, il ressort que l'activité de transit de balles de déchets non dangereux non inertes et les activités de mise en balles et de tri de ces déchets associées sont soumises à autorisation au titre de la rubrique 2716-2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux non inertes dont le volume de déchets susceptible d'être présent est supérieur ou égal à 1000 m³) ; et que la société KLV Environnement exploite donc une installation classée soumise à autorisation sans bénéficier de l'autorisation préfectorale requise ;

CONSIDERANT que la société KLV Environnement enfouit sur son site des déchets non dangereux inertes et que cette activité est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2760-2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (installation de stockage de déchets non dangereux non inertes). La société KLV Environnement exploite donc une installation classée soumise à autorisation sans bénéficier de l'autorisation préfectorale requise ;

CONSIDERANT que la société KLV Environnement ne dispose pas des autorisations requises pour exploiter une installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux non inertes dont le volume de déchets susceptible d'être présent est supérieur ou égal à 1 000 m³ et une installation des stockage de déchets ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L171-7 du Code de l'Environnement, de mettre en demeure la société KLV Environnement de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDERANT que cette régularisation peut être réalisée soit au travers d'une demande d'autorisation, soit au travers d'une cessation d'activité au titre de l'article L512-6-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'une cessation d'activité réalisée au titre des articles L.512-6-1 et R.512.39.1 du Code de l'Environnement comprend notamment la gestion des déchets présents sur le site ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

ARRETE

Article 1^{er}

La société KLV Environnement, exploitant une installation de stockage de déchets inertes et d'amiante lié à des matériaux inertes sise Route de Marimont à BOURGALTROFF, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative pour l'exploitation des activités suivantes :

- ⇒ transit de déchets non dangereux non inertes ainsi que de leur tri et leur mise en balles,
- ⇒ enfouissement de déchets non dangereux non inertes autres que l'amiante lié,

soit :

- a) en adressant à Monsieur le Préfet un dossier de demande d'autorisation conforme aux dispositions des articles R.512-2 à R.512-9 du Code de l'Environnement en Préfecture ;
- b) soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du Code de l'Environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- ⇒ dans un délai de cinq jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- ⇒ dans le cas où il opte pour la cessation de ses activités, l'exploitant fournira, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement et notamment la gestion de déchets présents ;
- ⇒ dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier devra être déposé sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournira dans le mois suivant la notification du présent arrêté les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un Bureau d'Etudes, etc.).

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même Code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

Article 3 :

En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de CHÂTEAU-SALINS, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de BOURGALTROFF, où est implantée la société.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a long horizontal stroke that curves upwards at the end.

Alain CARTON